

RETRAITES

LA LUTTE CONTINUE



Le projet de réforme des retraites a été adopté en conseil des ministres le 18 septembre.

Il s'inscrit dans le prolongement des précédentes qui ont conduit à des reculs sociaux depuis 1993.

Le débat parlementaire qui s'ouvre le 7 octobre sur le dossier retraite doit être l'occasion pour les salariés de se faire entendre.

Le 10 septembre, les salariés ont montré leur opposition à cette contre réforme.

Ce gouvernement persiste dans une politique d'austérité au service du MEDEF et du patronat.

Gouvernement et Patronat multiplient les attaques contre les droits des salariés :

- Le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale prévoit 6 milliards d'économies au détriment des familles, des malades, des plus fragiles.
- Des milliers de salariés et de retraités se découvrent aujourd'hui imposables sans la moindre augmentation de leur pouvoir d'achat
- Alors que de nombreux cadeaux sont accordés au patronat, ce dernier continue de brandir un soi disant «coût du travail» pour rogner toujours plus sur nos acquis.
- Ils veulent imposer le travail du dimanche à tous et sans contrepartie
- En stigmatisant les bénéficiaires ils se désengagent de leur responsabilité en matière de protection sociale.

Cette attitude fait peser de lourdes craintes notamment sur la négociation de la convention d'Assurance Chômage lors de laquelle le patronat, aidé de certaines organisations de salariés, tentera de tirer vers le bas les droits des travailleurs privés d'emploi.

Cette politique inégalitaire se traduit concrètement par l'appauvrissement de la grande majorité de la population et l'enrichissement indécent de quelques grands capitalistes. Les entreprises du CAC40 ont vu leurs profits augmenter de 59 milliards d'euros en un an.

Dans tous nos secteurs, les salariés subissent de plein fouet les effets de cette politique d'austérité. Les conditions de travail se dégradent, les salaires sont bloqués, les fusions/restructurations, la mobilité imposée, les plans sociaux et les licenciements se multiplient au détriment de l'emploi et de l'exercice de nos missions.

D'autres choix sont possibles, l'augmentation des salaires, l'arrêt des suppressions d'emploi,

l'embauche pérenne en CDI et le développement de la protection sociale sont les véritables solutions.

Le 15 octobre, ne restez pas indifférents !

Rien n'est joué, mobilisons-nous !